



Volet B

Copie à publier aux annexes au Moniteur belge  
après dépôt de l'acte au greffe

Réservé  
au  
Moniteur  
belge

\*19316738\*



Déposé  
07-05-2019

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 09/05/2019 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0726515350

Nom :

(en entier) : Caroline De Keijser

(en abrégé) :

Forme légale : Société en nom collectif

Adresse du siège : Rue de la Calamine 61

5600 Philippeville

Belgique

Objet de l'acte : Constitution**Caroline De Keijser SNC**

Société en nom collectif

Rue de la Calamine 61,

5600 Philippeville

**STATUTS**

Les soussignés:

- Madame De Keijser Caroline, demeurant rue de la Calamine, 61 à 5600 Philippeville, né le 23 mars 1992 à La Louvière, de nationalité belge Cohabitante légalement avec Monsieur Yuri Castermant

- Monsieur De Keijser Quentin, demeurant Avenue Du Champ de Bataille, 716 à 7012 Flénu, né le 3 novembre 1988 à La Louvière, de nationalité belge, célibataire

Ont établi ainsi qu'il suit, les statuts d'une société en nom collectif devant exister entre eux.

**TITRE I - FORME - OBJET - DENOMINATION – SIEGE - DUREE****ARTICLE 1 - Forme**

Il est formé entre les soussignés, une Société en nom collectif régie par le Code du commerce et les textes subséquents ainsi que par les présents statuts.

**ARTICLE 2 - Objet**

La Société a pour objet, l'exercice en son nom et pour son compte, pour compte de tiers, en participation avec des tiers ou par le recours à des sous-traitants, en Belgique et à l'étranger toutes opérations commerciales et administratives se rapportant directement ou indirectement à la réalisation de toutes opérations suivantes:

l'exercice de la profession d'infirmière et infirmier à domicile ainsi que l'exécution de toutes les tâches généralement quelconques s'y rapportant;

activités de soins infirmiers résidentiels;

activités paramédicales;

activités des praticiens de l'art infirmier par le ou les associés qui la composent pour autant qu'ils soient légalement habilités à exercer la profession d'infirmier, ce dans le respect de la déontologie, de la dignité et de l'indépendance professionnelle.

La société a également pour objet:

La gestion et l'exploitation de cabinets infirmiers, en ce compris l'acquisition, la location et l'entretien du matériel nécessaire et des biens d'équipements, la facturation et la perception d'honoraires, la mise à disposition de tout ce qui est nécessaire à la pratique de la profession d'infirmier.

Elle pourra exercer la fonctions d'administrateur ou de liquidateur dans d'autres sociétés.

**Volet B - suite**

La Société pourra aussi s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription ou de toutes autres manières, dans toutes entreprises, associations ou sociétés ayant un objet similaire, analogue, connexe ou simplement utile à la réalisation de tout ou partie de son objet social.

Elle pourra faire toutes opérations civiles, mobilières, immobilières, financières, commerciales et industrielles se rapportant directement ou indirectement à son objet social.

**ARTICLE 3 - Dénomination sociale**

La dénomination sociale de la Société est: Caroline De Keijser SNC

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, cette dénomination devra être immédiatement précédée ou suivie des mots «Société en nom collectif» ou des initiales «SNC».

**ARTICLE 4 - Siège social**

Le siège social de la Société est fixé à la rue de la Calamine, 61 à 5600 Philippeville

Il peut être transféré dans tout autre lieu du pays par simple décision de la gérance qui a tous pouvoirs aux fins de faire constater la modification des statuts qui en résulte.

**ARTICLE 5 - Durée**

La Société n'a pas de date de fin.

La société commence à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

**TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL- PARTS SOCIALES****ARTICLE 6 – Apports**

Apports en numéraire:

Madame De Keijser Caroline apporte à la Société, la somme de nonante-neuf euros, ci 99,00 euros.

Monsieur De Keijser Quentin apporte à la Société, la somme de un euro, ci 1,00 euros.

Soit au total cent euros, ci 100,00 €.

Cette somme de 100,00 euros sera intégralement versée lors du dépôt des statuts sur le compte BE34 0689 3411 6390 réservés au nom de la Société, à la Banque Belfius à 5600 Philippeville, ainsi que l'atteste un mail de ladite banque en date du 4 mai 2019.

Récapitulation des apports

– Apports en numéraire :	100,00 euros,
Apports en nature :	<u>0,00 euros.</u>
Total égal au capital social :	100,00 euros.

**ARTICLE 7 - Capital social**

Le capital social est fixé à la somme de 100,00 euros.

Il est divisé en 100 parts sociales, d'une valeur nominale de 1,00 euro chacune, numérotées de 1 à 100, attribuées aux associés en proportion de leurs apports, à savoir :

- Madame De Keijser Caroline à concurrence de 99 parts,
- Monsieur De Keijser Quentin à concurrence de 1 part,

Total égal au nombre de parts sociales composant le capital social: 100 parts sociales.

**ARTICLE 8 - Augmentation et Réduction du capital**

Le capital social peut être augmenté en une ou plusieurs fois, de toutes les manières autorisées par la loi, en vertu d'une décision collective des associés prise à l'unanimité.

Ces augmentations de capital peuvent être réalisées, soit par création de parts sociales nouvelles, soit par élévation du nominal des parts sociales existantes.

**ARTICLE 9 - Représentation des parts sociales**

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.

**ARTICLE 10 - Droits et obligations des associés**

1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des bénéfices et de l'actif social, proportionnelle au nombre de parts existantes.
2. Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe.
3. Les associés ont la qualité de commerçant et à l'égard des tiers sont indéfiniment et solidairement responsables des dettes sociales. Entre associés, les pertes sont supportées par chacun d'eux proportionnellement au nombre de parts.

**ARTICLE 11 - Cession et transmission des parts sociales**

11.1. Cessions entre vifs

11.1.1. Les parts sociales ne peuvent être cédées, même entre associés, qu'avec le consentement de tous les associés.

Ce consentement intervient aux conditions prévues aux articles 15 à 18 des présents statuts.

Pour obtenir ce consentement, l'associé qui projette de céder tout ou une partie de ses parts, doit notifier son projet de cession à la gérance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Ce projet doit indiquer

l'identité du cessionnaire proposé, le nombre de parts à céder, ainsi que le prix de cession envisagé.

Dans les huit jours de la réception de cette notification, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés afin qu'elle délibère sur le projet de cession ou consulter par écrit les associés.

La décision doit intervenir dans les quinze jours qui suivent l'envoi de la lettre de convocation de l'assemblée ou de la lettre de consultation écrite.

La décision de l'assemblée ou le résultat de la consultation écrite doit être notifié par la gérance au cédant, dans les huit jours par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si la cession n'est pas agréée, l'associé cédant reste propriétaire des parts sociales qu'il envisageait de céder.

Si la cession est agréée, elle doit être régularisée dans le délai d'un mois à compter de la notification de l'agrément; à défaut de régularisation dans ce délai, le cessionnaire doit, à nouveau, être soumis à l'agrément des associés.

Cette procédure d'agrément s'applique à toutes les transmissions de parts sociales entre vifs, à titre onéreux ou à titre gratuits (cessions, donations, échanges, apports, fusions, scissions...).

11.1.2. Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. La cession de parts est rendue opposable à la Société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après publication au Registre du Commerce et des Sociétés.

11.2. - Dissolution d'une communauté de biens entre époux

En cas de dissolution d'une communauté de biens entre époux, l'attribution des parts sociales communes au conjoint non associé est soumise à l'agrément de tous les associés. Celui des conjoints qui possédait déjà la qualité d'associé ne participe pas au vote. En cas de refus d'agrément, le conjoint qui avait la qualité d'associé, garde cette qualité pour la totalité des parts sociales qui étaient comprises dans la communauté.

11.4. Transmission par décès

La Société n'est pas dissoute de plein droit par le décès.

Elle continue entre les associés survivants seulement, à l'exclusion des héritiers, ayants droit et conjoint de l'associé décédé, sous réserve de l'agrément requis pour devenir associé.

Cet agrément s'applique à l'ensemble des héritiers, ayants droit et conjoint de l'associé décédé. Il doit être donné à l'unanimité des associés survivants.

Les héritiers et le conjoint de l'associé décédé doivent, dans les trois mois du décès, justifier de leur qualité auprès de la Société. De son côté, la gérance peut toujours demander la production d'expéditions ou d'extraits d'actes notariés établissant ces qualités.

Sauf déclaration contraire de leur part, toutes notifications au conjoint et aux héritiers sont valablement faites au dernier domicile connu de l'associé décédé.

La décision sur l'agrément doit intervenir dans le délai de 6 mois à compter de la production ou de la délivrance des pièces susvisées.

En cas de refus d'agrément ou si l'agrément n'est pas notifié dans le délai de 6 mois prévu ci-dessus, les parts sociales de l'associé décédé sont annulées et remboursées aux héritiers et ayants droit, à moins que, sur décision unanime des associés survivants, elles n'aient été acquises à l'amiable soit par ceux-ci, soit par toute autre personne qu'ils auraient agréée.

La valeur des parts sociales est fixée à l'amiable au jour du décès ou à défaut d'accord par expertise aux conditions de l'article 1843-4 du Code civil. Les frais d'expertise sont supportés par la Société.

Lorsqu'elle doit rembourser la valeur des parts sociales de l'associé décédé, la Société dispose d'un délai de 8 mois à compter de la date d'acceptation amiable du prix ou de la notification du rapport de l'expert pour effectuer ce remboursement auprès des ayants droit.

En cas de continuation de la Société avec un ou plusieurs héritiers mineurs, ceux-ci ne répondent des dettes sociales qu'à concurrence des forces de la succession. La Société doit être transformée, dans l'année du décès, en Société en commandite dont le ou les héritiers mineurs deviennent commanditaires; à défaut, la Société sera dissoute.

#### **ARTICLE 12 - Liquidation judiciaire - Interdiction ou Incapacité d'un associé**

En cas de dissolution de la société, sauf décision contraire des associés:

La liquidation judiciaire, le jugement arrêtant un plan de cession totale, l'interdiction d'exercer une profession commerciale ou l'incapacité frappant un associé emporte dissolution de la Société, sauf décision contraire des associés prise à l'unanimité.

Si la continuation de la société est ainsi décidée, la valeur des droits sociaux à rembourser à l'associé «exclu» sera déterminée conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil. Les parts sociales seront rachetées par la Société, qui réduira, le cas échéant, son capital en conséquence.

Les associés peuvent toutefois décider à l'unanimité que ces parts seront rachetées par eux-mêmes ou par des tiers agréés à l'unanimité.

En cas de continuation de la Société :

La liquidation judiciaire, le jugement arrêtant un plan de cession totale, l'interdiction d'exercer une profession commerciale ou l'incapacité frappant un associé ne mettent pas fin à la société. La valeur des droits sociaux à rembourser à l'associé exclu sera déterminée conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Les parts sociales seront rachetées par la Société, qui réduira, le cas échéant, son capital en conséquence.

Les associés peuvent toutefois décider à l'unanimité que ces parts seront rachetées par eux-mêmes ou par des tiers agréés à l'unanimité.

#### **TITRE III- GERANCE ET CONTROLE DE LA SOCIETE**

## ARTICLE 13- Gérance

### 13.1. Nomination des Gérants

La Société est gérée par un ou plusieurs Gérants, personne physique ou personne morale, associé ou tiers de la société. Lorsqu'une personne morale exerce la gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que si elles étaient gérant en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il dirige.

La personne morale gérante doit désigner son représentant permanent auprès de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En cas de révocation du mandat de ce représentant, elle doit désigner son remplaçant dans les mêmes conditions.

Madame De Keijser Caroline est désignée comme première Gérante de la Société, sans limitation de durée.

En cours de vie sociale, les Gérants seront nommés par décision unanime des associés.

### 13.2. Cessation des fonctions de gérant

#### Démission

En cas de démission du gérant, celui-ci doit prévenir tous les associés, 2 mois à l'avance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le Gérant démissionnaire, s'il est également associé, ne perd pas la qualité d'associé.

### 13.3. Pouvoirs de la gérance

1. Dans les rapports avec les tiers, chacun des gérants, engage la société par tous les actes entrant dans l'objet social.

En cas de pluralité de gérants, l'opposition formée par l'un d'eux aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'ils en aient eu connaissance.

2. En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux a le droit de s'opposer à une opération envisagée par l'un d'eux avant qu'elle soit conclue.

13.4. Rémunération de la gérance Sur décision collective des associés prise à l'unanimité, le Gérant ou chacun des Gérants pourra avoir droit à une rémunération dont les modalités sont fixées par ladite décision

Eventuellement :

Le Gérant ou chacun des Gérants a droit, sur présentation des justificatifs, au remboursement des frais de représentation et de déplacement exposés pour l'exercice de ses fonctions.

## TITRE IV - DECISIONS COLLECTIVES

### ARTICLE 14 - Nature des décisions collectives – Mode de consultation

Les décisions collectives ont pour objet l'approbation annuelle des comptes, l'autorisation des opérations excédant les pouvoirs des Gérants, la nomination et la révocation des Gérants, l'agrément des cessions de parts, les modifications du capital et toutes modifications directes ou indirectes des statuts.

Ces décisions résultent aux choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés.

Cependant, la tenue d'une assemblée générale est obligatoire pour l'approbation des comptes annuels et pour toutes autres décisions si l'un des associés le demande.

### ARTICLE 15 - Assemblée générale

1. Les convocations à l'assemblée générale sont effectuées par la gérance au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au dernier domicile connu des associés quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion.

Les lettres de convocation indiquent le jour, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour.

2. Une assemblée générale peut être convoquée par tout associé si elle est appelée à statuer sur la révocation du ou des Gérants.

3. L'assemblée générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai, si tous les associés sont présents ou régulièrement représentés.

4. Tout associé peut se faire représenter par un autre associé muni de son pouvoir.

5. L'assemblée générale est présidée par le Gérant ou par l'associé auteur de la convocation. Le Président de l'assemblée peut être assisté d'un secrétaire choisi parmi les associés ou en dehors d'eux.

6. Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles dans les conditions fixées par les règlements en vigueur. Les procès-verbaux sont signés par tous les associés présents.

7. L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 1er vendredi du mois de mai à 17h30 au siège social de la société. Cette assemblée sera tenue chaque année.

Par dérogation, la première assemblée générale ordinaire se tiendra en 2020.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées générales sont valablement certifiés conformes par un Gérant.

### ARTICLE 16 - Consultation écrite

1. En cas de consultation écrite, la gérance adresse aux associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le texte des résolutions soumises à leur approbation, accompagné de tous documents et rapports nécessaires à leur information ainsi qu'un bulletin leur permettant d'exprimer leur vote sur chaque résolution proposée.

**Volet B - suite**

2. Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de l'envoi de la consultation pour retourner ce bulletin à la Société par lettre recommandée. Le vote est exprimé par «oui» ou par «non». Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

3. La gérance établit et signe le procès-verbal de la consultation auquel sont annexés les bulletins de vote des associés. Ce procès-verbal est établi sur registre ou sur feuilles mobiles dans les conditions réglementaires en vigueur.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des consultations écrites sont valablement certifiées conformes par le Gérant.

**ARTICLE 17 - Majorité**

Sont prises à l'unanimité les décisions relatives:

à la révocation d'un gérant associé lorsque tous les associés sont gérants ou lorsque le gérant associé est statutaire;

à la continuation de la société malgré la révocation de son gérant;

aux cessions de parts des associés;

à la transformation de la société en société par actions simplifiée;

à la continuation de la société malgré la faillite, l'interdiction d'exercer une profession commerciale, ou encore l'incapacité frappant l'un des associés.

Par ailleurs, toute décision ayant pour objet ou pour effet d'augmenter les engagements d'un associé ne peut être prise sans le consentement de celui-ci.

Les comptes annuels sont approuvés à la majorité de plus de 75 % des parts sociales

Toutes les décisions collectives dont les conditions d'adoption ne sont pas spécialement fixées par les présents statuts sont prises:

– lorsqu'elles ne modifient pas les statuts à la majorité de plus de 75 % des parts sociales;

– lorsqu'elles modifient les statuts et notamment lorsqu'elles statuent sur la transformation de la Société en Société d'une autre forme à la majorité de plus de 75 % des parts sociales.

**TITRE V - EXERCICE - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS****ARTICLE 18 - Exercice social**

L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social commence le jour du dépôt des statuts au greffe du tribunal de Commerce jusqu'au 31 décembre 2019.

**ARTICLE 19 - Comptes sociaux**

1. Il est dressé, à la clôture de chaque exercice et par les soins de la gérance, un inventaire des éléments actifs et passifs de la Société et les comptes annuels conformément aux dispositions du Code de commerce.

2. Si à la clôture d'un exercice social, la Société atteint l'un des seuils définis à l'article 244 du décret du 23 mars 1967, la gérance doit établir les documents prévisionnels d'information comptable et financière dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

**ARTICLE 20 - Affectation et Répartition des résultats**

Le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et, le cas échéant, des sommes portées en réserve et augmenté du report bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable de l'exercice. Le bénéfice distribuable est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales. Toutefois, l'assemblée générale a la faculté, sur proposition de la gérance, de décider de prélever sur le bénéfice distribuable les sommes qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportées à nouveau, soit pour être portées à un ou plusieurs comptes de réserves générales et spéciales sur lesquels s'imputent éventuellement les déficits et qui peuvent ultérieurement être distribuées en totalité ou en partie aux associés.

Les sommes dont la distribution est décidée, sont attribuées aux associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales. Les pertes, s'il en existe, sont imputées sur le report bénéficiaire puis sur les réserves. Leur solde éventuel est inscrit à un compte «report déficitaire» pour être imputé sur les bénéfices ultérieurs. Les associés peuvent décider à l'unanimité de prendre directement en charge le solde de ces pertes dans la proportion de leurs droits sociaux.

**ARTICLE 21 - Comptes courants d'associés**

Chaque associé peut, avec l'accord de la gérance, effectuer des apports et des retraits d'argent qui seront imputés dans un compte courant ouvert au nom de cet associé.

**TITRE VI - DISSOLUTION - LIQUIDATION****ARTICLE 22 - Dissolution**

1. La Société peut être dissoute par anticipation par décision collective des associés prise à l'unanimité ou pour l'une des causes prévues aux présents statuts.

2. La réunion de toutes les parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la Société.

Toutefois, tout intéressé peut demander la dissolution de la Société si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an.

Si toutes les parts sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

3. La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

**Volet B - suite**

**ARTICLE 23 - Liquidation**

1. A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, et sous réserve de la réunion de toutes les parts en une seule main, la Société est en liquidation et sa dénomination sociale doit dès lors être suivie de la mention «Société en liquidation». Cette mention ainsi que le nom du ou des Liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.
2. Les associés, par une décision collective prise à l'unanimité, nomment parmi eux ou en dehors d'eux, un ou plusieurs liquidateurs, dont ils déterminent les fonctions et fixent la rémunération; le ou les gérants en exercice peuvent être nommés liquidateurs.
3. Le ou les Liquidateurs disposent des pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif de la Société et d'apurer son passif. Toutefois, la cession de l'actif est soumise aux restrictions légales ci-après:
  - La cession globale de l'actif de la Société ou l'apport de cet actif à une autre Société, notamment par voie de fusion, requiert le consentement unanime des associés.
  - Sauf consentement unanime des associés, la cession de tout ou partie de l'actif de la Société à une personne ayant eu la qualité d'associé en nom ou de Gérant, ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du Tribunal de commerce, le Liquidateur dûment entendu.
  - La cession de tout ou partie de l'actif de la Société au Liquidateur ou à ses employés ou à leurs conjoint, ascendants ou descendants, est interdite.
4. En fin de liquidation, les associés sont réunis en assemblée générale pour statuer sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des Liquidateurs et la décharge de leur mandat et constater la clôture de la liquidation.
5. Les décisions de l'assemblée générale sont adoptées à l'unanimité. Dans le cas où l'assemblée de clôture de liquidation ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de la liquidation, il est statué par décision de justice, à la demande du Liquidateur ou de tout intéressé.
6. Le produit net de la liquidation après apurement du passif est partagé entre les associés au prorata de leur part dans le capital.

**TITRE VII - DISPOSITIONS DIVERSES**

**ARTICLE 24 - Contestations**

Si une clause d'arbitrage est prévue: Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, la gérance et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, sont soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de manière à constituer le Tribunal arbitral en nombre impair. A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance du Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement ou la récusation d'un arbitre. Il sera dans un tel cas pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance du Président du Tribunal de commerce saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs, les parties convenant de renoncer à la voie d'appel.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés.

Si les contestations doivent être portées devant la juridiction de droit commun:

Toutes contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société, ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés la gérance et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

**ARTICLE 25 - Jouissance de la personnalité morale**

La Société jouira de la personnalité morale à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

**ARTICLE 26 - Actes accomplis au nom de la Société en formation**

La signature des présents statuts emportera reprise de plein droit de ces engagements par la Société dès son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

La reprise de ses droits sera effective le jour du dépôt des statuts au Registre du Commerce et des Sociétés.

Toutes ces opérations et engagements en résultant seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la Société qui les reprendra à son compte du seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

**ARTICLE 27 - Enregistrement**

Le présent acte sera enregistré dans le délai d'un mois à compter de sa date.

**ARTICLE 28 - Gérance**

L'assemblée décide de fixer le nombre de gérants à un et d'appeler à ces fonctions :

Madame De Keijser Caroline, demeurant à la rue de la Calamine, 61 à 5600 Philippeville,

Réservé  
au  
Moniteur  
belge

**Volet B** - suite

**TITRE VIII - DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

Reprise des engagements (avec effet rétroactif) :

Reprise des engagements pris au nom de la société en formation avant la signature des Statuts.

Le comparant prend les décisions suivantes :

Tous les engagements, ainsi que les obligations qui en résultent, et toutes les activités entreprises depuis le 01/04/2019 par Madame De Keijser Caroline, au nom et pour compte de la société en formation sont repris par la société présentement constituée.

Cependant, cette reprise n'aura d'effet qu'au moment où la société aura la personnalité morale. La société jouira de la personnalité morale à partir du dépôt de l'extrait des statuts au greffe du tribunal compétent.

Reprise des engagements pris au nom de la société en formation pendant la période intermédiaire (entre la signature de l'acte constitutif et le dépôt au greffe)

Le comparant est autorisé à souscrire, pour compte de la société en formation, les actes et engagements nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social.

De Keijser Caroline  
99 parts - Gérante

De Keiser Quentin  
1 part

Fait à Baileux, le 6 Mai 2019

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 09/05/2019 - Annexes du Moniteur belge